

FONCTIONNEMENT DE L'ENTITE INDEPENDANTE ETABLIE
EN VERTU DE L'ARTICLE 4 DE L'ACCORD SUR
L'INSPECTION AVANT EXPEDITION

Décision du 13 décembre 1995

Le Conseil général,

Eu égard à l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommé "l'Accord sur l'OMC") et en particulier aux paragraphes 1, 2 et 6 de l'article IV, au paragraphe 2 de l'article V et au paragraphe 3 de l'article VIII dudit accord;

Eu égard à l'article 4 de l'Accord sur l'inspection avant expédition (ci-après dénommé "l'Accord IAE");

Considérant que l'article 4 a) de l'Accord IAE dispose que les procédures d'examen indépendant des différends entre les entités d'inspection avant expédition et les exportateurs seront administrées par une entité indépendante (ci-après dénommée "l'entité indépendante");

Considérant que l'entité indépendante doit être constituée conjointement par une organisation représentant les entités d'inspection avant expédition et une organisation représentant les exportateurs aux fins de l'Accord;

Considérant que la Fédération internationale des sociétés d'inspection (IFIA) représente les entités d'inspection avant expédition et que la Chambre de commerce internationale (CCI) représente les exportateurs;

Considérant qu'il convient, afin de garantir le fonctionnement des procédures prévues à l'article 4 de l'Accord IAE, de parvenir à un accord avec ces organisations en vue de confier à l'OMC la tâche d'établir l'entité indépendante et d'organiser son fonctionnement dans le cadre de l'OMC, et de définir les modalités et conditions de la coopération de la CCI et de l'IFIA avec ladite entité indépendante;

Considérant qu'il est souhaitable que l'accord conclu entre l'OMC, la CCI et l'IFIA soit approuvé;

Considérant qu'il convient par conséquent d'établir l'entité indépendante en tant qu'organe subsidiaire du Conseil du commerce des marchandises et que les experts désignés pour faire partie d'un groupe spécial conformément aux paragraphes c) à e) de l'article 4 de l'Accord IAE seront considérés comme des fonctionnaires de l'OMC au sens du paragraphe 3 de l'article VIII de l'Accord sur l'OMC;

Considérant qu'il convient de définir la structure et l'organisation de l'entité indépendante ainsi que les règles de procédure applicables aux différends portés devant cette entité;

Décide ce qui suit:

1. Les organisations mentionnées à l'article 4 a) de l'Accord IAE seront, pour le moment, les suivantes:
 - l'organisation représentant les entités d'inspection avant expédition aux fins de l'Accord IAE sera la Fédération internationale des sociétés d'inspection (IFIA), et
 - l'organisation représentant les exportateurs aux fins de l'Accord IAE sera la Chambre de commerce internationale (CCI).
2. L'accord entre l'OMC, la CCI et l'IFIA figurant à l'annexe I ci-jointe est approuvé au nom de l'OMC.
3. L'entité indépendante prévue à l'article 4 a) de l'Accord IAE est établie en tant qu'organe subsidiaire du Conseil du commerce des marchandises. L'entité indépendante fera rapport au Conseil du commerce des marchandises au moins une fois par an. Le secrétariat sera assuré par le Secrétariat de l'OMC.
4. Les experts désignés pour faire partie d'un groupe spécial conformément aux paragraphes c) à e) de l'Accord IAE seront, à cette fin, des fonctionnaires de l'OMC et se verront accorder par chacun des Membres les privilèges et immunités qui leur seront nécessaires pour exercer en toute indépendance leurs fonctions en relation avec l'OMC, conformément au paragraphe 3 de l'article VIII de l'Accord sur l'OMC.
5. L'entité indépendante sera organisée et fonctionnera conformément aux "Structures et fonctions de l'entité indépendante établie par l'article 4 de l'Accord de l'OMC sur l'inspection avant expédition", figurant à l'annexe II ci-jointe.
6. Les "Règles de procédure régissant les examens indépendants en application de l'article 4 de l'Accord de l'OMC sur l'inspection avant expédition", qui figurent à l'annexe III ci-jointe, s'appliqueront à la conduite des examens indépendants au sens de l'article 4 de l'Accord IAE dans le cadre de l'entité indépendante.
7. L'Appendice et les annexes de la présente décision font partie intégrante de cette décision.

APPENDICE

Base de calcul des frais initiaux pour le tarif
des dépôts préalables

Les chiffres ci-après sont fondés sur l'hypothèse d'un groupe spécial de trois personnes travaillant pendant huit jours ouvrables, sans réunion du groupe ni inspection des marchandises (s'il est nécessaire d'organiser une réunion ou de procéder à l'inspection, un dépôt additionnel serait calculé selon qu'il conviendrait).

		<u>Francs suisses</u>
1)	Honoraires des membres du groupe spécial (3 personnes pendant 8 jours: 600 FS x 3 x 8)	14 400
2)	Montants forfaitaires au titre des frais de communication (courrier, téléphone, télécopie)	
	pour i) le président ¹	500
	ii) les deux autres membres du groupe spécial (250 FS x 2)	500
		1 000
		<hr/>
	Total partiel	15 400
3)	Frais généraux de l'OMC: 14 pour cent ²	
	Total	<u>17 500</u>

¹Sur la base de deux entretiens téléphoniques avec les autres membres du groupe spécial.

²Ce pourcentage sera ajusté automatiquement par l'EI conformément au pourcentage prévu par les règles régissant les fonds d'affectation spéciale.

ANNEXE I

ACCORD ENTRE L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE, LA CHAMBRE
DE COMMERCE INTERNATIONALE (CCI) ET LA FEDERATION
INTERNATIONALE DES SOCIETES D'INSPECTION (IFIA)
CONCERNANT LA MISE EN OEUVRE DE L'ARTICLE 4
DE L'ACCORD DE L'OMC SUR L'INSPECTION
AVANT EXPEDITION

L'OMC, la CCI et l'IFIA conviennent que la CCI et l'IFIA constitueront conjointement une entité indépendante pour mettre en oeuvre les dispositions de l'article 4 de l'Accord de l'OMC sur l'inspection avant expédition (ci-après dénommé "l'Accord IAE") selon les modalités suivantes:

1. La CCI et l'IFIA confient à l'OMC la tâche d'établir l'entité indépendante (ci-après dénommée l'"EI"). L'OMC établira l'EI en tant qu'organe subsidiaire du Conseil du commerce des marchandises. L'OMC définira également la structure et le fonctionnement de l'EI en consultation avec la CCI et l'IFIA. L'OMC fixera les règles de procédure applicables à la conduite des examens indépendants effectués par l'EI en consultation avec la CCI et l'IFIA. L'OMC sera habilitée à modifier la structure et le fonctionnement de l'EI, ainsi que les règles de procédure, afin de les adapter si besoin est.
2. Dans l'exercice de leurs fonctions relatives à l'établissement et au fonctionnement de l'EI conformément aux dispositions de l'article 4 de l'Accord IAE, la CCI et l'IFIA conjointement:
 - établiront et mettront à jour chaque année leurs listes d'experts respectives prévues aux alinéas i) et ii) du paragraphe b) de l'article 4 de l'Accord, et aideront l'EI à établir et à mettre à jour la liste d'experts commerciaux indépendants prévue à l'alinéa iii) du paragraphe b) dudit article;
 - imprimeront la documentation de l'EI et la mettront à disposition à l'EI, dans les chambres de commerce nationales et dans les points d'information établis dans les bureaux administratifs des entités d'inspection avant expédition, étant entendu qu'un paiement minime pourra être demandé pour cette documentation à seule fin d'en recouvrer le coût;
 - communiqueront chaque année à l'EI les opinions de leurs organismes constituants sur le fonctionnement des procédures d'examen indépendant;
 - informeront l'EI des faits nouveaux intervenus dans le domaine de l'inspection avant expédition;
 - s'acquitteront de toutes autres tâches qui pourraient être décidées d'un commun accord par l'OMC, la CCI et l'IFIA.
3. Tous ces arrangements seront réexaminés à la fin de 1996, lors du premier examen périodique des dispositions, de la mise en oeuvre et du fonctionnement de l'Accord IAE, auquel procédera la Conférence ministérielle de l'OMC conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord IAE.
4. Le présent accord peut être dénoncé par toute partie par un avis écrit aux autres parties. Sauf disposition contraire, il prend fin six mois après que cet avis a été reçu par les autres parties.

ANNEXE II

STRUCTURE ET FONCTIONS DE L'ENTITE INDEPENDANTE ETABLIE
PAR L'ARTICLE 4 DE L'ACCORD DE L'OMC SUR L'INSPECTION
AVANT EXPEDITION

I. GESTION

A. Gestion de l'EI

L'EI sera administrée par un administrateur de l'OMC (ci-après dénommé le "Directeur") et par d'autres membres du personnel de l'OMC, si nécessaire. Elle aura son siège à Genève.

B. Rôle de la CCI et de l'IFIA

Les rôles respectifs de la CCI et de l'IFIA dans l'organisation et le fonctionnement de l'EI seront ceux définis dans l'accord entre la CCI, l'IFIA et l'OMC.

C. Rapports présentés par l'EI

L'EI fera rapport au Conseil du commerce des marchandises au moins une fois par an, ou plus fréquemment si besoin est.

D. Fonctions du Directeur

Le Directeur aura notamment pour tâche:

- i) d'adresser les règles de procédure régissant les examens indépendants en application de l'article 4 de l'Accord de l'OMC sur l'inspection avant expédition (ci-après dénommées "les règles de procédure") de l'EI et tous autres documents utiles pour informer les exportateurs et les entités d'inspection avant expédition du fonctionnement de l'EI à la (aux) personne(s) désignée(s) au sein de la CCI/l'IFIA aux fins d'impression et de diffusion;
- ii) de recevoir de la CCI et de l'IFIA leurs listes respectives d'experts et les mises à jour annuelles de ces listes ainsi que leurs contributions à la liste des experts commerciaux indépendants et les mises à jour annuelles de cette liste;
- iii) d'établir et de mettre à jour chaque année la liste des experts, de l'adresser à la (aux) personne(s) désignée(s) au sein de la CCI/l'IFIA aux fins d'impression et de diffusion et de la distribuer à tous les Membres de l'OMC;
- iv) de recevoir les demandes d'examen indépendant et de les notifier à l'autre partie à chaque différend;
- v) de vérifier que les requérants se sont conformés aux délais prévus au paragraphe 2.3 des règles de procédure pour demander un examen indépendant;
- vi) de s'assurer que les plaignants ont rempli correctement la formule de demande type de l'EI pour qu'il soit procédé à un examen indépendant, se sont conformés

aux dispositions énoncées dans cette formule et au tarif des dépôts préalables et ont suivi les notes explicatives qui y sont jointes;

- vii) d'estimer le coût probable de l'examen indépendant et de déterminer le tarif des dépôts préalables ainsi que les frais additionnels, le cas échéant;
- viii) de s'assurer, dans chaque affaire, qu'une somme suffisante pour couvrir les frais initiaux de l'examen indépendant conformément au "tarif des dépôts préalables" publié par l'EI a été mise à la disposition de l'EI;
- ix) d'établir un groupe spécial composé de trois experts ou de choisir un expert commercial indépendant unique¹ conformément à l'accord conclu entre les parties au différend;
- x) d'organiser le paiement des honoraires et le remboursement des frais encourus par les experts, et de contrôler les dépenses qu'ils engagent pour mener à bien les examens indépendants;
- xi) de veiller à ce que les documents présentés dans le cadre d'un examen indépendant soient notifiés aux parties;
- xii) de notifier les décisions des groupes spéciaux aux parties et aux Membres de l'OMC;
- xiii) de rembourser (après déduction des frais bancaires) le(s) dépôt(s) préalable(s) ou de libérer la (les) garantie(s) bancaire(s) après couverture des frais encourus conformément à la répartition des frais décidée par le groupe spécial;
- xiv) de tenir un registre confidentiel des exposés présentés dans le cadre des examens indépendants et des registres confidentiels et non confidentiels des décisions prises;
- xv) de tenir un registre des examens indépendants, qui ne contiendra aucun renseignement pour lequel une partie a demandé le traitement confidentiel;
- xvi) de veiller à ce que les décisions soient disponibles dans toutes les langues officielles de l'OMC.

II. MODALITES DE FONCTIONNEMENT

A. Confidentialité

L'EI garantira le traitement confidentiel des renseignements pour lesquels une partie a demandé un tel traitement, sous réserve que ladite partie ait fourni un résumé non confidentiel de ces renseignements au groupe spécial.

¹Aux fins de la présente annexe, on entend par "groupe spécial" aussi bien les groupes spéciaux composés de trois membres que les experts commerciaux indépendants uniques auxquels il est fait référence aux paragraphes c) et e), respectivement, de l'article 4 de l'Accord IAE. On entend par "membre du groupe spécial" aussi bien les membres des groupes spéciaux composés de trois membres que les experts commerciaux indépendants uniques.

B. Langues de l'EI

Les langues officielles de l'EI seront celles de l'OMC. L'une quelconque de ces langues sera utilisée pour les communications adressées à l'EI, les exposés présentés aux groupes spéciaux d'examen indépendant et les travaux relatifs aux examens indépendants. Au cours des travaux des groupes spéciaux d'examen indépendant, l'interprétation et la traduction dans l'une quelconque des langues officielles de l'OMC seront assurées sur demande. Les décisions des groupes spéciaux seront communiquées aux parties dans la (les) langue(s) officielle(s) utilisée(s) par les groupes. Si plus d'une langue officielle est utilisée au cours des travaux relatifs à l'examen indépendant, le délai prévu à l'article 4 g) de l'Accord IAE pourra être prorogé avec l'accord des parties.

C. Ouverture d'une procédure d'examen indépendant

1) Formule de demande et notes explicatives; formule de réponse

L'EI fournira sur demande à tout exportateur ou à toute entité d'inspection avant expédition (selon la définition de l'article 1:4 de l'Accord IAE):

- i) une formule type de demande d'examen indépendant. Cette formule type de demande comprendra en annexe les notes explicatives énonçant les conditions dans lesquelles l'EI acceptera une demande d'examen indépendant;
- ii) une formule type de réponse permettant à l'autre partie au différend de répondre à la demande d'examen indépendant.

2) Dépôts préalables pour couvrir les frais estimés

- i) Toute partie qui n'aura pas établi de garantie bancaire au titre du paragraphe 2 iii) ci-dessous sera tenue de verser un dépôt initial sur le compte en banque de l'EI conformément au "tarif des dépôts préalables" publié par l'EI et révisé périodiquement.
- ii) Le tarif des dépôts préalables devra assurer le financement:
 - des honoraires de trois membres d'un groupe spécial travaillant pendant huit jours (sans réunions ni inspection des marchandises),
 - d'un montant forfaitaire pour frais de communication (courrier, téléphone, télécopie),
 - des frais généraux de l'OMC, qui seront automatiquement ajustés par l'EI conformément au pourcentage prévu par les règles régissant les fonds d'affectation spéciale.
- iii) Afin d'accélérer l'ouverture d'une procédure d'examen indépendant, chaque entité d'inspection avant expédition établira au préalable une garantie bancaire automatiquement renouvelable en faveur de l'EI,

libellée en francs suisses, à des conditions acceptables pour le Directeur, et couvrant les frais initiaux d'un examen indépendant.

- iv) Dès réception d'une somme couvrant les frais initiaux de l'examen indépendant établis dans le tarif des dépôts préalables, l'OMC recrutera le(s) membre(s) du groupe spécial choisi(s) par l'EI.
- v) Si le(s) membre(s) du groupe spécial chargé d'une affaire particulière constate(nt) qu'il(s) doit (doivent) nécessairement effectuer un voyage (pour se rencontrer et/ou rencontrer les parties au différend et/ou inspecter la cargaison), le Directeur en informera les parties et leur demandera d'effectuer des dépôts supplémentaires. Dès réception d'une somme jugée acceptable par le Directeur pour couvrir les dépenses additionnelles, le(s) membre(s) du groupe spécial sera (seront) autorisé(s) à voyager.
- vi) Si, pour une raison quelconque, le(s) membre(s) du groupe spécial prévoi(en)t que les dépenses dépasseront la somme initiale mise à disposition, le Directeur en informera les parties au différend et leur demandera d'effectuer des dépôts supplémentaires. Dès réception d'une somme jugée acceptable par le Directeur pour couvrir les dépenses additionnelles, le(s) membre(s) du groupe spécial sera (seront) autorisé(s) à engager les dépenses prévues. Si la somme reçue est inférieure aux dépenses prévues, le(s) membre(s) du groupe spécial poursuivra (poursuivront) leurs travaux sur la base des fonds disponibles.
- vii) Une fois l'examen indépendant effectué, l'EI préparera les comptes définitifs relatifs à l'affaire, en tenant compte des honoraires et des dépenses réels du (des) membre(s) du groupe spécial ainsi que de la commission au titre des frais généraux de l'OMC prévue par les règles régissant les fonds d'affectation spéciale.
- viii) L'EI remboursera aux parties le solde non utilisé du (des) dépôt(s) ou libérera le solde non utilisé de la (les) garantie(s) bancaire(s) conformément à la répartition arrêtée par le groupe spécial.

3) Honoraires et dépenses des membres des groupes spéciaux et autres frais

- i) Les membres des groupes spéciaux recevront une rémunération journalière, une somme forfaitaire pour frais de communication (courrier, téléphone, télécopie) et, sur autorisation du Directeur, le remboursement de leurs frais de déplacement.
- ii) Les frais encourus par les parties à un examen indépendant ne seront pas remboursés par l'EI, exception faite du remboursement intégral ou partiel du (des) dépôt(s) ou de la libération intégrale ou partielle de la (des) garantie(s) bancaire(s), après déduction des dépenses encourues par l'EI.

4) Règles de procédure régissant les examens indépendants

L'EI publiera et communiquera sur demande les règles de procédure régissant les examens indépendants. Ces règles de procédure seront réexaminées périodiquement par l'EI.

5) Questionnaires destinés aux experts souhaitant être nommés membres d'un groupe spécial

L'EI publiera des questionnaires que devront remplir les experts souhaitant présenter leur candidature pour être membres d'un groupe spécial.

D. Documentation de l'EI

La documentation de l'EI qui sera publiée et mise à jour, le cas échéant, comprendra, sans s'y limiter nécessairement, les documents suivants:

- Structure et fonctions de l'entité indépendante établie par l'article 4 de l'Accord de l'OMC sur l'inspection avant expédition.
- Règles de procédure régissant les examens indépendants en application de l'article 4 de l'Accord de l'OMC sur l'inspection avant expédition.
- Formule type de demande d'examen indépendant.
- Formule type de réponse à une demande d'examen indépendant.
- Questionnaires destinés aux experts souhaitant être nommés membres d'un groupe spécial.
- Liste d'experts pour les examens indépendants.
- Tarif des dépôts préalables.

ANNEXE III

REGLES DE PROCEDURE REGISSANT LES EXAMENS INDEPENDANTS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 4 DE L'ACCORD DE L'OMC SUR L'INSPECTION AVANT EXPEDITION

1. Objectif et portée de l'examen indépendant

1.1 L'objectif d'un examen indépendant est de régler les différends entre les exportateurs et les entités d'inspection avant expédition conformément aux dispositions de l'Accord IAE.

1.2 Conformément à l'article 4 f) de l'Accord IAE, l'unique objet d'un examen indépendant est d'établir si, au cours de l'inspection en cause, les parties au différend se sont conformées aux dispositions de l'Accord IAE.

1.3 Lors de l'examen de la vérification des prix effectué par une entité d'inspection avant expédition, un groupe spécial d'examen indépendant déterminera si cette entité a procédé à la vérification des prix conformément aux dispositions de l'Accord IAE. Les aspects de l'inspection avant expédition comportant des éléments d'évaluation en douane seront soumis aux dispositions appropriées de l'Accord IAE, en particulier à la note de bas de page 4 relative à l'article 2:20.

2. Conditions et délais applicables à la procédure d'examen indépendant

2.1 Les entités habilitées à demander un examen indépendant ou à devenir parties à la procédure devant des groupes spéciaux d'examen indépendant seront les exportateurs de marchandises assujetties à l'inspection avant expédition et les entités d'inspection avant expédition, au sens de l'Accord IAE.

2.2 L'examen indépendant pourra avoir lieu après que l'exportateur aura déposé une plainte auprès de l'entité d'inspection avant expédition conformément à la procédure de recours prévue à l'article 2:21 de l'Accord IAE.

2.3 L'examen indépendant sera demandé au plus tôt deux jours ouvrables après que le différend aura fait l'objet d'un recours conformément à la procédure de recours interne de l'entité d'inspection avant expédition. Pendant les six mois suivant immédiatement l'entrée en vigueur des présentes règles de procédure, l'examen indépendant sera demandé au plus tard 180 jours après la délivrance d'un accusé de bien-trouvé ou la notification de non-délivrance de cet accusé. Après cette période de six mois, l'examen sera demandé au plus tard 90 jours après la délivrance d'un accusé de bien-trouvé ou la notification de non-délivrance de cet accusé. L'EI n'acceptera aucune demande d'examen indépendant qui ne serait pas déposée dans les délais indiqués ci-dessus, sauf si les deux parties en décident autrement d'un commun accord. Si un accusé de bien-trouvé n'a pas été délivré ou si la non-délivrance de cet accusé n'a pas été notifiée dans les délais prévus à l'article 2:16 de l'Accord IAE, la partie concernée aura la faculté de demander un examen indépendant à tout moment par la suite.

3. Liste d'experts pour les groupes spéciaux d'examen indépendant

3.1 L'EI établira et mettra à jour chaque année une liste d'experts, mise à la disposition du public, divisée en trois sections comme suit:

3.1.1 section dans laquelle figureront des experts désignés par la Chambre de commerce internationale (CCI);

3.1.2 section dans laquelle figureront des experts désignés par la Fédération internationale des sociétés d'inspection (IFIA);

3.1.3 section dans laquelle figureront des experts commerciaux indépendants désignés par l'EI.

4. Ouverture d'une procédure d'examen indépendant

4.1 Le plaignant souhaitant demander un examen indépendant adressera à l'EI une formule type de demande (voir l'Appendice A du présent document) dûment remplie et accompagnée des pièces justificatives.

4.2 La formule de demande présentée par le plaignant pourra être rédigée dans l'une quelconque des langues officielles de l'OMC et comprendra les informations suivantes:

4.2.1 identité du plaignant, adresse, numéros de téléphone, de télécopie et de télex, ainsi que nom de la personne à contacter au bureau du plaignant;

4.2.2 nom et adresse de l'importateur;

4.2.3 nom et adresse du défendeur, numéros de téléphone, de télécopie et de télex, ainsi que nom de la personne à contacter au bureau du défendeur;

4.2.4 numéros de référence de l'entité d'inspection avant expédition et numéros du contrat de l'exportateur, de la commande et de la facture, le cas échéant;

4.2.5 description succincte des marchandises;

4.2.6 indication des dispositions de l'Accord IAE dont il est allégué qu'elles ont été enfreintes et description des éléments sur la base desquels il est allégué que l'infraction s'est produite;

4.2.7 copies de tous les documents jugés pertinents par le plaignant aux fins de l'examen;

4.2.8 informations sur le recours présenté conformément à la procédure de recours interne de l'entité d'inspection avant expédition;

4.2.9 déclaration du plaignant indiquant s'il préfère que le différend soit examiné par un expert commercial indépendant unique ou par un groupe spécial composé de trois membres. Si le plaignant souhaite que l'examen soit effectué par un expert commercial indépendant unique et que le défendeur donne son accord, l'expert commercial indépendant unique sera choisi par l'EI dans la section des experts commerciaux indépendants de la liste d'experts tenue par elle. Si le plaignant souhaite que l'examen soit effectué par un groupe spécial composé de trois membres, il proposera dans sa formule de demande trois noms tirés de la section pertinente de la liste tenue par l'EI. Le défendeur proposera dans sa formule de réponse trois noms tirés de la section pertinente de la liste tenue par l'EI.

4.2.10 Si la demande d'examen indépendant déposée par le plaignant contient une requête visant à ce que la décision en la matière soit arrêtée par un expert commercial indépendant unique, le défendeur indiquera dans sa réponse s'il y consent. Si tel n'est pas le cas, il fera figurer dans sa réponse les noms de trois experts tirés de la section pertinente de la liste établie par l'EI.

4.3 Une copie de la demande d'examen indépendant et toutes les pièces annexes sera communiquée par l'EI au défendeur.

4.4 Le défendeur pourra présenter une réponse sur la formule type de réponse (voir l'Appendice B du présent document). La réponse sera adressée à l'EI, qui la communiquera au plaignant. Toute réponse devrait comprendre une déclaration exposant la position du défendeur ainsi que tout élément de preuve ou d'explication pertinent que le défendeur souhaiterait présenter, de façon à permettre au groupe spécial d'évaluer en connaissance de cause la question dont il est saisi, en se fondant sur la demande d'examen indépendant et sur la réponse, sans qu'il lui soit nécessaire de demander des informations supplémentaires.

4.5 Des pièces supplémentaires ne pourront être présentées par l'une ou l'autre partie que si le groupe spécial d'examen indépendant en fait la demande.

5. Désignation des membres des groupes spéciaux

5.1 Dès réception de la formule de demande d'examen indépendant émanant du plaignant, de la formule de réponse émanant du défendeur, le cas échéant, et d'une somme couvrant les frais initiaux de l'examen indépendant, l'EI, selon que les parties auront décidé de confier le soin de régler le différend à un expert commercial indépendant unique ou à un groupe spécial composé de trois membres, désignera, selon le cas, l'expert commercial indépendant unique ou le président du groupe spécial, choisi dans la section des experts commerciaux indépendants de la liste établie par l'EI.¹

5.2 En cas de constitution d'un groupe spécial composé de trois membres, l'EI choisira en outre un expert représentant l'exportateur parmi les trois noms présentés par l'exportateur et un expert représentant l'entité d'inspection avant expédition parmi les trois noms présentés par ladite entité.

5.3 En choisissant l'expert commercial indépendant unique ou les membres du groupe spécial composé de trois membres, l'EI tiendra compte du lieu de résidence des experts, du domicile des parties et de l'emplacement du site d'inspection des marchandises.

5.4 Aucune personne ne sera désignée par l'une ou l'autre partie comme membre d'un groupe spécial si elle leur est affiliée de quelque manière que ce soit. Une personne sera considérée comme affiliée à la partie qui propose sa candidature si elle assume des fonctions d'administrateur, d'employé, de conseiller, de consultant ou d'agent de cette partie, si elle détient un intérêt financier dans cette partie ou si elle est apparentée de quelque manière que ce soit, par naissance ou par alliance, à cette partie ou à tout administrateur, employé ou associé de cette partie.

5.5 Si l'une des parties souhaite formuler une objection à la désignation par la partie adverse d'un membre du groupe spécial en alléguant qu'il est affilié à cette partie, ladite objection sera notifiée à l'EI dans le délai d'un jour ouvrable après que la partie formulant l'objection aura reçu la formule de l'autre partie.

5.6 L'EI demandera à chaque expert dont la désignation comme membre du groupe spécial ou comme expert commercial indépendant unique est envisagée de confirmer:

5.6.1 qu'il n'est en rien affilié, au sens défini au paragraphe 5.4 ci-dessus, à la partie qui a proposé sa candidature ou, dans le cas d'un expert commercial indépendant, qu'il n'est en rien affilié à l'une ou l'autre partie;

¹Aux fins de la présente annexe, on entend par "groupe spécial" aussi bien les groupes spéciaux composés de trois membres que les experts commerciaux indépendants uniques auxquels il est fait référence aux paragraphes c) et e), respectivement, de l'article 4 de l'Accord IAE. On entend par "membre du groupe spécial" aussi bien les membres des groupes spéciaux composés de trois membres que les experts commerciaux indépendants uniques.

5.6.2 qu'il accordera le traitement confidentiel à toutes les informations confidentielles auxquelles il aura accès au cours de tout examen.

5.7 Si le défendeur ne répond pas dans les deux jours ouvrables suivant la présentation d'une demande d'examen indépendant, l'EI désignera un expert commercial indépendant unique et l'examen sera effectué en dépit de l'absence de réponse. Toutefois, si le plaignant insiste pour qu'un groupe spécial composé de trois personnes soit établi, l'EI désignera alors, outre le président, un troisième membre du groupe spécial au nom de la partie non participante, afin que l'examen puisse être effectué.

6. Versement de dépôts pour couvrir les frais estimés d'un examen indépendant

6.1 Une partie qui n'a pas établi une garantie bancaire appropriée en faveur de l'EI déposera sur le compte en banque de l'EI une somme disponible, en francs suisses, destinée à couvrir les frais initiaux de l'examen, conformément au tarif des dépôts préalables publié par l'EI. Le plaignant procédera à ce versement en même temps qu'il déposera sa demande d'examen indépendant auprès de l'EI.

6.2 Si le défendeur n'est pas une entité d'inspection avant expédition qui a établi une garantie bancaire à des conditions jugées acceptables par le Directeur de l'EI, il effectuera le dépôt mentionné ci-dessus dès réception d'une copie de la demande d'examen indépendant déposée par le plaignant.

6.3.1 L'une des conditions d'ouverture de la procédure d'examen indépendant est que l'EI ait reçu de la part des deux parties des dépôts ou des garanties bancaires d'un montant suffisant pour couvrir les frais initiaux d'un examen indépendant. La décision de l'EI sur le point de savoir si un dépôt est suffisant sera sans appel.

6.3.2 Nonobstant les paragraphes 6.1, 6.2 et 6.3.1 ci-dessus et le paragraphe II.C 2) des "Structures et fonctions de l'entité indépendante établie par l'article 4 de l'Accord de l'OMC sur l'inspection avant expédition", un groupe spécial sera établi après réception d'un dépôt ou d'une garantie bancaire de la part d'une seule partie, sous réserve que la somme soit suffisante et que ladite partie ait donné son accord préalable. Il est entendu que les frais seront à la charge de cette partie, au cas où la partie adverse ne verserait pas le dépôt ou n'établirait pas la garantie bancaire requis au titre du paragraphe 6.3.1 ci-dessus.

6.4 Une fois satisfaites les conditions fixées pour que l'examen puisse commencer, l'EI enverra, dans un délai d'un jour ouvrable, les documents relatifs à l'affaire aux membres du groupe spécial qui auront été désignés.

6.5 Si après avoir procédé à un examen initial, dans un délai d'un jour après avoir reçu les documents, le groupe spécial détermine que a) il doit nécessairement se déplacer afin de remplir la tâche qui lui incombe, par exemple pour inspecter les marchandises, ou b) il est nécessaire d'engager des dépenses additionnelles, par exemple pour obtenir les services d'un consultant indépendant spécialisé dans la question, le groupe spécial en informera l'EI. L'EI procédera à une estimation des dépôts additionnels nécessaires et en informera les parties.

6.6 Si, en raison de circonstances exceptionnelles, alors que l'examen est en cours, le groupe spécial prévoit que les dépenses engagées pour parvenir à une décision dépasseront les dépôts préalables effectués, il en avisera l'EI. L'EI procédera à une estimation des dépôts additionnels nécessaires et en informera les parties.

6.7 A la demande du groupe spécial, l'EI informera aussi les parties que le délai fixé à l'article 4 g) de l'Accord AIE sera suspendu jusqu'à ce qu'une somme suffisante pour couvrir les frais additionnels ait été reçue. Le groupe spécial pourra décider à tout moment de mettre fin à cette suspension.

6.8 Si aucune des deux parties n'accepte de fournir des fonds supplémentaires, le groupe spécial se prononcera sur la base des informations en sa possession. Si seulement une partie verse un dépôt additionnel, le groupe spécial pourra poursuivre ses travaux sur la base des fonds disponibles, sous réserve de l'accord de cette partie. En pareil cas, nonobstant le paragraphe 6.9, seul le montant du dépôt ou de la garantie bancaire non utilisé pour couvrir les frais encourus sera remboursé ou libéré.

6.9 L'EI remboursera les dépôts ou libérera les garanties, en totalité ou en partie, déduction faite des frais bancaires, en fonction du montant total des frais de l'examen indépendant, tel qu'il aura été évalué par l'EI et compte tenu de la répartition des frais entre les parties effectuée par le groupe spécial d'examen indépendant.

7. Procédure devant les groupes spéciaux d'examen indépendant

7.1 Les décisions seront normalement prises sur la base des exposés écrits présentés initialement et des déclarations orales ultérieures, le cas échéant. Chacune des parties aura le droit de faire valoir son point de vue oralement devant le groupe spécial, sous réserve des dispositions du paragraphe 7.5. Les parties ne souleveront pas devant le groupe spécial des revendications qui n'auront pas été auparavant soulevées dans le cadre de la procédure de recours devant l'entité d'inspection avant expédition prévue à l'article 2:21 de l'Accord IAE. Le groupe spécial pourra déterminer si une revendication particulière a effectivement été soulevée durant la procédure de recours.

7.2 Le président du groupe spécial ou l'expert commercial indépendant unique prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer un règlement équitable et rapide du différend faisant l'objet de l'examen indépendant, tout en tenant toujours dûment compte des sommes mises à disposition sous la forme d'un (de) dépôt(s) ou d'une (de) garantie(s) afin de couvrir les frais de l'examen.

7.3 Au cas où une partie ne participerait pas à la procédure ou ne répondrait pas dans les délais prévus à des demandes émanant du groupe spécial, le groupe spécial rendra néanmoins sa décision en se fondant sur les informations en sa possession.

7.4 Sauf si le paragraphe 9.2 en dispose autrement, des copies de toutes les communications écrites et des documents fournis au groupe spécial par une partie seront immédiatement transmises par l'EI à la partie adverse. Toute partie sera en droit, lorsqu'elle recevra un nouveau document émanant de la partie adverse, de le commenter.

7.5 Aucune communication *ex parte* ne sera autorisée.

7.6 Chaque membre du groupe spécial statuera en toute indépendance sur le différend examiné et s'abstiendra d'agir en quelque manière que ce soit en tant qu'avocat ou agent de l'une ou l'autre partie.

7.7 Les parties ne chercheront pas à influencer, de quelque manière que ce soit, les membres du groupe spécial au sujet de la question faisant l'objet du différend, en dehors de la procédure de présentation d'exposés et d'éléments de preuve au cours d'un examen indépendant.

8. Éléments de preuve

8.1 Le groupe spécial pourra demander aux parties de fournir des documents et autres pièces pertinentes. Le refus d'une partie de donner suite à cette demande pourra être pris en considération par le groupe spécial au moment de se prononcer, mais ne représentera pas en soi une raison suffisante pour rendre un avis défavorable à cette partie.

9. Confidentialité

9.1 Sauf si le paragraphe 10.4 en dispose autrement, les membres du groupe spécial et les parties traiteront avec la plus stricte confidentialité tous les exposés et autres pièces transmis au groupe spécial ou reçus par d'autres voies au cours de la procédure.

9.2 Une partie pourra demander que certaines informations qu'elle communique au groupe spécial soient traitées comme étant confidentielles, sous réserve qu'elle communique un résumé non confidentiel des informations en question. Une partie pourra communiquer des informations commerciales confidentielles, qu'elle n'est pas en mesure de divulguer à des tiers parce qu'elles lui ont été fournies confidentiellement par des parties extérieures au différend, à un avocat indépendant désigné par les deux parties, afin qu'il présente au groupe spécial un rapport sur les informations ainsi communiquées. Les frais encourus par l'avocat présentant un tel rapport seront à la charge de la partie demandant le rapport.

10. Décision du groupe spécial d'examen indépendant

10.1 Le groupe spécial composé de trois membres se prononcera à la majorité.

10.2 Toute décision sera rendue dans un délai de huit jours ouvrables à compter de la réception par l'EI de la demande d'examen indépendant, sauf si les deux parties s'entendent pour prolonger ce délai. Aux fins du décompte de la période de huit jours ouvrables pour que l'examen soit conduit à terme, on considérera qu'une demande aura été reçue seulement après que:

10.2.1 l'EI aura reçu une formule type de demande d'examen dûment remplie; et

10.2.2 les deux parties à l'examen auront effectué des dépôts financiers ou établi des garanties bancaires qui couvrent les frais initiaux de l'examen ou, dans le cas où une seule partie aura effectué un dépôt ou établi une garantie bancaire, cette partie aura accepté de supporter les frais de l'examen indépendant conformément au paragraphe 6.3.2; et

10.2.3 le défendeur aura répondu par écrit à la demande, ou deux jours ouvrables se seront écoulés sans réponse à compter du moment où la partie en question aura reçu notification de la demande.

10.3 La décision indiquera si, de l'avis du groupe spécial, les parties au différend ont respecté les dispositions de l'Accord IAE au cours de l'inspection faisant l'objet du différend.

10.4 Toute décision comprendra un exposé succinct des motifs et sera rédigée dans toutes les langues officielles de l'OMC.

10.5 Le groupe spécial répartira les frais relatifs à l'examen en se fondant sur les conclusions de l'examen quant au fond. Ces frais sont limités aux dépenses encourues par l'EI pour lesquelles des dépôts ou des garanties bancaires auront été établis pour elle. Les autres frais encourus par les parties à l'examen ne seront pas recouvrables.

10.6 Deux versions des décisions du groupe spécial seront établies: une version confidentielle versée au dossier confidentiel de l'EI et une version non confidentielle destinée à être publiée. La version non confidentielle sera publiée par l'IFIA et la CCI pour l'information des entités d'inspection avant expédition et des exportateurs, et l'EI la mettra à disposition des Membres de l'OMC. Les décisions publiées pourront contenir des résumés non confidentiels des informations pour lesquelles une partie aura demandé un traitement confidentiel et fourni un résumé non confidentiel.

11. Retrait d'une demande d'examen indépendant

11.1 Si, à n'importe quel moment avant la communication par l'EI aux parties de la décision d'un groupe spécial, les parties parviennent à un règlement à l'amiable, elles pourront retirer la demande d'examen en avisant l'EI, y compris en indiquant comment les frais d'examen déjà encourus devront être divisés entre les parties. En l'absence de convention contraire, les frais seront divisés également entre les parties.

11.2 Si le plaignant informe unilatéralement l'EI du retrait de la demande d'examen indépendant, l'EI remboursera au plaignant le montant de son dépôt ou libérera sa garantie bancaire, déduction faite des frais d'examen indépendant encourus à cette date et des frais bancaires. Si, cependant, le plaignant retire sa demande parce que le défendeur a réparé le tort ayant suscité la demande originelle, le défendeur devra couvrir la totalité des frais d'examen indépendant encourus à cette date pour cette demande.

11.3 La décision de l'EI quant au montant des frais encourus dans le processus d'examen indépendant jusqu'à la date du retrait sera sans appel.

12. Délais

12.1 Les délais fixés dans les présentes règles de procédure pour la remise des documents ne comprendront que les jours ouvrables normaux dans le pays où se trouve le bureau du destinataire de la communication.

12.2 Lorsque des documents seront reçus par le destinataire après les heures de bureau normales dans le pays du destinataire, ils seront considérés comme ayant été reçus le jour ouvrable suivant.

12.3 Dans le calcul des délais, le jour de l'acte ou de l'événement à compter duquel s'étendra la période en question ne sera pas pris en considération. Le dernier jour de la période sera pris en considération.

12.4 Tout délai prescrit par les présentes règles pourra être prolongé si les deux parties y consentent. Toute demande de prolongation d'un délai sera déposée devant le groupe spécial avant l'expiration du délai à prolonger, sauf impossibilité pratique.

13. Information

13.1 L'EI, les entités d'inspection avant expédition et les chambres de commerce nationales fourniront, sur demande, des informations sur la procédure d'examen indépendant aux personnes intéressées. Le paiement d'une somme symbolique pourra être demandé pour l'obtention des copies des règles de procédure de l'EI et des documents connexes.